

Le Hezbollah, soldats du Guide suprême au Liban ?

*L'échiquier politique libanais vient d'être bouleversé par
les coups terribles portés au Hezbollah par Israël.
Ce parti, régi par des convictions religieuses strictes,
dominait la vie politique interne du pays
jusqu'à maintenant.*

Le contexte dramatique du Liban en 2024 est intimement lié au nom d'un acteur clef : le Hezbollah. Le 8 octobre 2023, il ouvre un Front de soutien à Gaza pour aider le Hamas qui commet la veille son hécatombe baptisée Déluge d'Al-Aqsa et se trouve déjà sous le feu de l'armée israélienne. Le but est de créer une pression supplémentaire sur les Israéliens, à travers des actions militaires quasi-quotidiennes, pour soulager le Hamas. Mais la brutale escalade vient du côté de l'État hébreu en septembre 2024, et marque un tournant inédit dans un conflit qui dure depuis plus

de quatre décennies. Après les épisodes douloureux et stupéfiants de l'explosion des bipeurs et des talkies-walkies du Hezbollah, tuant des dizaines et blessant des milliers de personnes - des civils en nombres importants -, son secrétaire général, sayyid* Hassan Nasrallah, figure charismatique adulée, ainsi que presque tous les hauts responsables sont tués par Tsahal, qui fait incursion sur le sol libanais. Les confrontations apportent leurs lots de violence des deux côtés de la frontière mais, au Liban, le nombre des victimes abonde ainsi que les destructions massives qui rappellent le scénario gazaoui et font

émerger beaucoup de questions. Le Hezbollah combat-il pour les intérêts du Liban ou pour ceux de l'Iran ? Ses revendications sont-elles légitimes ? A-t-il le droit de prendre seul la décision de la guerre ? N'est-il pas un État dans l'État ? Quel est son véritable projet ? Incarne-t-il vraiment un rempart pour le Liban ou en

est-il la malédiction ? Au Liban, les langues se délient, et dans toutes les communautés, y compris la chiite, on invective les choix du Hezbollah, qui répond sur un ton non moins virulent, rappelant les « crimes » d'Israël, « l'ennemi sioniste », et le devoir sacré de le combattre.

Sans chercher à répondre à ces questions, chacun se fait son idée, cet article met en lumière le Hezbollah à travers sa doctrine et ses évolutions. Ses convictions religieuses sont le cœur de sa foi, de sa pensée et de son action. Il est nécessaire de les comprendre.

Un réveil spirituel dans un monde sécularisé

Dans les années 1960, le Liban vit une période considérée par beaucoup comme heureuse et qui est l'occasion d'une sécularisation à l'Occidentale. Néanmoins, cette belle vitrine cache des divisions politiques profondes, liées au nassérisme, au nationalisme libanais, syrien, ou à la cause palestinienne. Toute la population est touchée par ces réalités, dont les chiites

qui connaissent plus que les autres le sous-développement social, source de pauvreté. C'est dans ce contexte peu sensible à la religion qu'un groupe d'oulémas* de la Hawza* de Najaf en Irak – institution académique et religieuse occupant le rang le plus élevé dans le monde chiite –, se rend au Liban et pro-

voque un mouvement de réveil islamiste chiite. Au début, il consiste à organiser la prière, puis se développe à travers des activités culturelles, des conférences et des cercles d'études. D'abord restreints, ces milieux attirent progressivement une jeunesse chiite en quête de compréhension de l'islam.

Plusieurs oulémas se distinguent et jouent un rôle éminent aux racines profondes du Hezbollah. Mentionnons-en quatre. Considéré comme le père du réveil chiite au Liban, l'imam Moussa al-Sadr naît à Qom (1928) en Iran et disparaît en Lybie (1978). Il étudie d'abord à Qom et puis au Najaf. Personnage charismatique, il est une figure importante de dialogue islamo-chrétien et possède des partenaires chré-

→ L'auteur



Antoine Fleyfel

Franco-libanais, docteur en philosophie et théologie, Antoine Fleyfel est professeur affilié à l'Université St-Joseph de Beyrouth et directeur de l'Institut chrétiens d'Orient créé en juin 2020. En 2011, il a fondé la collection Pensée religieuse et philosophique arabe qu'il dirige à L'Harmattan.

tiens notoires, comme l'évêque melkite Grégoire Haddad, sensible comme lui à la question sociale. Al-Sadr fonde en 1967 le Conseil supérieur islamique chiite (CSIC), autorité officielle de la communauté au Liban, en 1974 le Mouvement des déshérités qui vise l'amélioration des conditions de vie des chiites et, en 1975,

la milice Amal pour la protection des chiites face à l'instabilité. L'ayatollah Mohammad Mahdi Shamseddine naît à Najaf (1936) et décède au Liban (2001). Il rejoint Al-Sadr et joue un rôle important pour la diffusion de la pensée. Il lui succède à la tête du CSIC. Le grand ayatollah Muhammad Hussein Fadlallah naît à Najaf (1935) et décède au Liban (2010). Souvent considéré comme le chef spirituel du Hezbollah. Cheikh Subhi al-Toufeili naît au Liban (1948). Il fait ses études à Najaf et rentre au pays en 1979 pour fonder le Rassemblement des Oulémas musulmans. Il prête l'année même allégeance à la révolution iranienne et à Khomeini. Son rôle est déterminant pour l'établissement des pasdarans* au Liban.

Naissance et doctrine

La révolution iranienne en 1979 trouve des échos immédiats dans les milieux chiites libanais qui descendent dans les rues pour exprimer leur joie. Un Comité pour le soutien de la révolution islamique en Iran exprime la volonté de rejoindre le Guide suprême dans sa cause. C'est une transformation majeure dans le chiisme libanais, traditionnellement lié au Najaf. Les cœurs sont désormais rivés vers une autre école chiite, iranienne.

Ce courant se développe dans le cadre d'événements dramatiques qui culminent en 1982 avec l'opération Paix en Galilée. Israël occupe le tiers du Liban dans le but de déloger l'Organisation de libération de la Palestine qui lance des attaques à partir du Sud. Aux côtés des Palestiniens se trouvent l'armée syrienne, le parti Amal, le Parti communiste libanais, le Parti social-nationaliste syrien et d'autres, avec

des points communs identitaires pour la plupart : nationalistes ou de gauche, leur combat est largement sécularisé. Face à leur échec, l'option théologico-politique s'impose comme une alternative pour combattre Israël. L'Iran de l'imam Khomeini offre le modèle de la victoire de l'islam politique.

Les islamistes libanais chiites qui développent des relations avec l'Iran depuis 1979 se saisissent de l'occasion et s'arrogent comme objectif de créer une formation islamiste qui réponde à trois critères. I- L'islam est le style de vie global sur lequel se fonde la pensée, la doctrine, la foi et la structure. II- Le devoir de résistance à Israël, considéré comme danger ultime sur le présent et l'avenir. Il doit s'effectuer à travers une structure jihadiste qui possède tous les moyens nécessaires. III- L'allégeance politique et religieuse au *vali-e faqih*, le Gouverneur docte (Khomeini), considéré comme successeur du prophète Muhammad et des Imams chiites, et possédant le pouvoir absolu.

Un comité composé de neuf oulémas rédige le *Document des neuf* qui contient ces idées et l'envoie à Khomeini qui l'adopte. Ainsi, naît une organisation qui incarne ces principes, et qu'on baptise plus tard Hezbollah, expression coranique voulant dire Parti de Dieu. Elle s'active dans les milieux chiites différents, mobilise, recrute pour l'entraînement militaire et répand ses idées. Dans le même temps, l'imam Khomeini envoie les Gardiens de la révolution qui transitent à travers la Syrie pour fonder des camps militaires d'entraînement dans la Bekaa. Le Hezbollah ne tarde pas à envoyer ses

premiers combattants affronter l'armée israélienne, mais vit dans la clandestinité pendant trois ans durant lesquels on lui attribue nombre d'attentats. Il se dévoile au grand jour en février 1985 à travers son premier manifeste politique : La lettre aux déshérités. On y lit que le Hezbollah se considère « comme une partie de la nation

« chantres de la mécréance : l'Amérique, la France et Israël ». Les objectifs sont : le retrait israélien « comme premier pas vers la destruction totale d'Israël », le retrait de la France et des États-Unis, la soumission des phalangistes à la juste gouvernance et leur jugement pour les crimes qu'ils ont commis ».



◀ **Un discours enflammé** du secrétaire général du Hezbollah libanais, Hassan Nasrallah, diffusé en vidéo le 3 novembre 2023 depuis un lieu tenu secret, au sujet des hostilités à la frontière entre Israël et le Liban.. ©DR

de l'Islam au moment où le monde fait face à la pire des agressions de l'arrogance de l'Occident et de l'Orient ». Et de poursuivre : « Nous sommes fidèles aux ordres de la sage, juste et unique autorité du *velayat-e faqih* qu'incarne le vénérable imam et ayatollah suprême Ruhollah Khomeini. » Ainsi, le combat du Hezbollah est « une obligation religieuse primordiale [...] sous l'autorité du *velayat-e faqih* ». L'ennemi à combattre est identifié, il s'agit des

Et enfin, le texte s'attache « à la gouvernance de l'islam » et invite les Libanais « à choisir le régime islamique qui, lui seul, garantit la justice et la dignité pour tous et empêche toute nouvelle intrusion coloniale dans notre pays¹ ».

Cycles d'évolution

Ce moment fondateur est déterminant, et quelle que soit l'évolution du parti, la

1- Source : Masri FEKI, *Les conflits du Moyen-Orient*, Studyrama, Paris, 2010, p. 127-133.

doctrine demeure une musique de fond que le Hezbollah n'a jamais cherché à cacher.

Jusqu'en 1991, le parti se renforce avec le soutien de l'Iran qui l'arme et l'entraîne. Il mène plusieurs combats durant la guerre libanaise, contre les Israéliens et son alliée, l'Armée du Liban Sud (ALS), mais aussi contre l'autre formation chiite, Amal, dans une guerre fratricide dite des camps (1985-1988). D'abord gouverné par un Conseil consultatif, il a comme premier secrétaire général Cheikh Subhi al-Toufeili (1989-1991) qui refuse que le parti rejoigne le jeu politique libanais.

De 1992 à 2000, le Hezbollah est dans une phase d'affirmation, de consolidation et d'entrée dans le jeu politique. Il est la seule milice à ne pas rendre ses armes en 1991, en application de l'accord de Taëf (1989) qui met fin à la guerre libanaise. Le Parti de Dieu est au contraire considéré comme la seule résistance nationale armée légitime. Ce statut répond à des calculs stratégiques complexes impliquant la Syrie, l'Iran et le combat d'Israël. 1992 est une année dense pour le Hezbollah. Israël assassine son deuxième secrétaire général, sayyid Abbas al-Mousawi. Sayyid Hassan Nasrallah lui succède, et c'est avec lui que le parti effectue un tournant stratégique et mène 8 des siens au Conseil des députés. Sa guerre d'usure se poursuit avec des succès contre Israël et l'ALS. En parallèle, il renforce ses structures sociales, sanitaires et éducatives dans les milieux chiites.

De 2000 à 2006, le Hezbollah s'affirme comme résistance efficace. Il est fier de deux victoires majeures qui participent à l'élargissement de son aura. La première,

c'est le retrait de l'occupation israélienne du Sud et la fin humiliante de l'ALS. Le Hezbollah pénètre glorieusement dans la zone libérée et s'y installe. En 2005, on le croit affaibli à cause du retrait syrien qui fait suite à l'assassinat du Premier ministre Rafik Hariri. Que nenni. Il tient tête à Israël en 2006, durant la Guerre des 33 jours. L'objectif de détruire le Hezbollah n'est pas atteint. C'est une première pour l'armée israélienne. Pour le Parti de Dieu qui a tenu et même infligé des frappes dures à son ennemi, c'est une victoire qui brise le mythe de l'invulnérabilité de Tsahal. Ces deux épisodes rendent le Hezbollah populaire dans le monde arabe, notamment chez les sunnites.

De 2006 à 2012 s'effectue un déploiement national et le modelage d'une image au-delà de celle d'un groupe islamiste radical. L'alliance avec le Courant patriotique libre du général Michel Aoun en 2006 fait partie de cette stratégie qui permet au Hezbollah de cultiver une figure d'ouverture et de protecteur du Liban qui de plus reconstruit ce qui a été détruit en 2006. Mais sur fond de partage du pouvoir, il provoque un blocage institutionnel qui dure jusqu'en 2008. Le 7 mai de cette année, face aux manœuvres du gouvernement Siniora et ses alliés qui veulent l'affaiblir, il effectue un tour de force et déploie ses combattants dans des régions sunnites et y tue des opposants armés. Il prend le dessus d'une manière rapide et éclatante. Cette crise se clôt par l'accord de Doha qui amène le chef de l'armée, Michel Sleiman, à la présidence et consolide la position du Hezbollah. En 2009, le parti promulgue sa nouvelle charte qui est considérée par certains

comme une libanisation. On peut constater l'évolution par rapport à 1985. Tout en conservant ses racines islamiques, le Hezbollah se présente comme un mouvement de résistance nationale, avec des aspirations à la justice sociale, aux réformes et à la lutte contre la corruption. Il continue de considérer Israël comme ennemi mais le langage est moins radical.

la guerre syrienne et contribue au sauvetage du régime d'Assad. Ses performances sont remarquées, ce qui ne lui épargne pas les fortes critiques de l'opposition et des questionnements parmi les chiites qui perdent beaucoup de jeunes combattants. Les implications régionales directes ou indirectes sont de plus en plus signalées, en Irak, au Yémen ou à Gaza,

EN CHIFFRE

Quelques dates-clés

1979 : Création d'un comité de soutien à la Révolution iranienne

1982 : Naissance du Hezbollah, le Parti de Dieu

1985 : Premier manifeste politique du Hezbollah

1992 : Arrivée de Hassan Nasrallah au pouvoir, entrée du Hezbollah dans le jeu politique

2009 : Promulgation d'une nouvelle charte. Le Parti devient un acteur politique majeur.

2019-2024 : La "Révolution" du 17 octobre. Le Hezbollah de plus en plus critiqué.

Il se présente davantage comme défenseur du Liban et met l'accent sur son indépendance tout en conservant les alliances stratégiques avec l'Iran et la Syrie. Il accepte le système politique libanais et cherche à y jouer un rôle central, en coopération avec toutes les communautés. L'évolution est importante, mais d'aucuns restent sceptiques. Cependant, le parti devient l'acteur politique majeur, auréolé de ses victoires contre Israël et de sa stature.

De 2013 à 2019, le Hezbollah se présente comme un acteur régional. Il participe à

mettant à mal la thèse de sa libanisation. Il est davantage question de l'Axe de la Résistance. De plus, malgré sa nouvelle charte, Nasrallah ne cache pas dans ses discours son allégeance à l'imam Khamenei. À un niveau interne, il permet à son allié, Michel Aoun, d'accéder à la présidence de la République.

Le cycle allant de 2019 à 2024 est probablement achevé, il met le Hezbollah face à des défis inédits. Cela commence avec la Thawra, la « Révolution » du 17 octobre 2019. Les gens, toutes confessions comprises, sortent dans les

rues pour protester contre la situation économico-sociale dégradée et la corruption de la classe politique, dont le Hezbollah. Opposé au mouvement, le parti perd progressivement de sa crédibilité chez beaucoup, dont des partisans de Aoun qui voyaient en lui, il y a peu, un héros national. L'explosion du port de Beyrouth en 2020 le met davantage sous le feu des critiques. On soulève sa co-responsabilité. Par ailleurs, il doit subir les pressions de l'administration américaine qui assèche ses sources financières. En 2023, son ouverture du Front de soutien à Gaza s'effectue dans le cadre de fortes réserves libanaises, chrétiennes, sunnites, druzes et même chiïtes. En septembre 2024, la guerre s'enlise et le Hezbollah reçoit les coups les plus durs qu'il n'ait jamais connus.

Son commandement est décapité et l'Iran le gère d'une manière directe et totale, au vu de tous. Secrétaire général depuis le 29 octobre, Cheikh Naïm Qassem présente un discours ferme, défiant et belliqueux, avec l'assurance de la victoire. Quant à l'opposition, elle s'accroît, condamnant la politique iranienne et la rendant responsable du prix fort que paient les chiïtes.

Et maintenant, on va où ?

Cet article présente un aspect fondamental du Hezbollah qui tourne autour de ses liens viscéraux avec la révolution islamique en Iran. À travers toutes ses mutations, sa fidélité au Guide suprême est une constante.

Avec le nouveau Secrétaire général, on se rappelle d'une manière prononcée le



Géopolitique du Hezbollah

Christophe Ayad

PUF, 2024 – 210 pages, 15 €

À la fois, parti politique, milice armée et mouvement terroriste, le Hezbollah libanais est un objet géopolitique insaisissable. Il n'a cessé de gagner en pouvoir et en influence depuis sa naissance officielle au milieu des années 1980. Au Liban, il n'est plus seulement « un État dans l'État », il est devenu « un État au-dessus de l'État », une organisation qui domine le jeu politique local, l'armée nationale et les services de renseignement.

À l'échelle régionale, le Hezbollah est devenu le meilleur allié de la République islamique iranienne, son bras armé tant en Syrie, qu'en Irak ou au Yémen, mais surtout face à Israël. Le Hezbollah fait peser

une menace permanente et quasi-existentielle sur l'État hébreu, malgré les différentes tentatives pour l'écraser comme en 2006.

Cette puissance du Hezbollah s'appuie sur une capacité de nuisance mondiale et des relais sur les cinq continents. De Berlin à Kinshasa, de Bangkok à Buenos Aires en passant par New York, le Hezbollah n'a cessé d'étendre son empire de l'ombre.

Christophe Ayad est grand reporter au Monde, dont il a dirigé le service International de 2014 à 2018. Lauréat du Prix Albert Londres en 2004, il a couvert le Proche-Orient pendant deux décennies. Il est l'auteur de Géopolitique de l'Égypte (Complexe, 2002).

caractère iranien originel du Hezbollah. Ses adversaires considèrent cette constante politique et doctrinale comme incompatible avec le projet d'un État souverain au Liban, et rappellent la longue liste de griefs qu'on adresse à un parti considéré comme une organisation terroriste par beaucoup d'États et, à leur tête, les États-Unis.

Mentionnons-en quelques-uns : les attentats à la bombe en 1983 qui tuent 63 personnes à l'Ambassade américaine, 241 marines et 58 parachutistes français ; l'attentat au centre communautaire juif à Buenos Aires en 1994 qui fait 85 morts ; des activités militaires dans des zones civiles ; la participation à l'assassinat du Premier ministre Rafik Hariri en 2005 ; le trafic de drogue et le blanchiment d'argent ; l'implication dans la guerre syrienne et dans celle de Gaza ; la responsabilité dans l'explosion du port de Beyrouth ; la militarisation de la société ; l'abus de pouvoir ; le blocage des institutions ; le maintien du régime de corruption ; la monopolisation de la décision de la guerre ; la responsabilité des destructions en 2024 et de la misère humaine qui s'ensuit.

Ces accusations sont rejetées en bloc par le Parti de Dieu qui les juge toutes infon-

dées et n'ayant qu'un seul objectif, « l'affaiblissement de la résistance ». Il assume le prix fort qu'il paie et considère, par la bouche de Naïm Qassem, que « la résistance ne connaît que la dignité et la victoire », et qu'Israël « va crier de douleur sous les missiles et les drones » (06/11/24). Entre temps, des dizaines de villages libanais sont complètement rasés et des quartiers entièrement

détruits par l'armée israélienne. Plus d'un million de chiites ont fui leur domicile, le pays est quasi-paralysé et son ambiance est morose. L'élection de Donald Trump à la tête des États-Unis le 5 novembre 2024 apporte probablement une pièce maîtresse des transformations en cours au Proche-Orient depuis quelques années.

Comment les choses évolueront-elles ?

À Gaza, en Israël, en

Iran, en Syrie, au Liban, avec le Hezbollah ? Si l'avenir est ouvert à plusieurs possibilités, il est certain que les choses ne pourront plus jamais être les mêmes pour le Liban et pour le Parti de Dieu. Une page est sans nul doute tournée, mais il reste à savoir comment le Hezbollah sortira de sa plus grande épreuve. Et, surtout, quel bien sortira de tout ce mal ?!

*« Si l'avenir est ouvert
à plusieurs possibilités,
il est certain que les
choses ne pourront plus
jamais être les mêmes
pour le Liban
et pour le Parti de Dieu.
Une page est sans nul
doute tournée,
mais il reste à savoir
comment le Hezbollah
sortira de sa plus
grande épreuve »*